



**CHECK AGAINST DELIVERY
SOUS RÉSERVE DE MODIFICATIONS**

STATEMENT BY

**AMBASSADOR PAUL HEINBECKER
PERMANENT REPRESENTATIVE OF CANADA
TO THE UNITED NATIONS**

TO THE UNITED NATIONS SECURITY COUNCIL OPEN DEBATE

ON

**THE REPORT OF THE SECRETARY-GENERAL ON
WOMEN, PEACE AND SECURITY**

NEW YORK, 28 OCTOBER 2002

DÉCLARATION DE

**L'AMBASSADEUR PAUL HEINBECKER
REPRÉSENTANT PERMANENT DU CANADA
AUPRÈS DES NATIONS UNIES**

**LORS DU DÉBAT PUBLIC
DU CONSEIL DE SÉCURITÉ DES NATIONS UNIES**

SUR

**LE RAPPORT DU SECRÉTAIRE-GÉNÉRAL
SUR LES FEMMES, LA PAIX ET LA SÉCURITÉ**

NEW YORK, LE 28 OCTOBRE 2002

*Permanent Mission of Canada to the United Nations • Mission permanente du Canada auprès des Nations Unies
885 Second Avenue, 14th Floor • New York, N.Y. 10017 • Telephone (212) 848-1100 • Facsimile (212) 848-1195
<http://www.un.int/canada>*

Mr President,

Thank you for having convened this important open debate.

It is now two years since the passing of Resolution 1325. This Resolution was a watershed in acknowledging the differential impacts of war on women and girls and the critical and unique contributions women make to peacebuilding and reconstruction. We recognize though that while the UN system has made progress, we are closer to the beginning than to the end.

This week's release of the much anticipated Secretary General's study on women, peace and security reminds us that full implementation of this important resolution is crucial. Canada supports the call of the Secretary General for stronger integration of gender considerations throughout the work of the Security Council and the UN system. The Council needs to do more than talk about gender mainstreaming into its daily work. It needs to ensure that gender aspects are seriously considered in its analysis and reflected in its decisions. It must become as routine as financial probity.

Canada welcomes the Secretary-General's report and we share his concerns, as women and girls continue to be severely targeted in and negatively impacted by armed conflict. We are pleased to see the comprehensive and wide-ranging recommendations for action in the study and the report. The recommendations, we hope, will catalyse action by member states to move beyond words.

Canada, as we stated at the July 25, 2002, open session, continues to actively implement the commitments we made at the time of the adoption of Resolution 1325 and call upon all member states to do so.

We highlight the March 2002 *aide memoire* adopted by the Council and we stress that the issue of women, peace and security needs to be considered as part of the protection of civilians agenda.

We also call for explicit reference of gender considerations in all SRSG mandates. We encourage the Council to take advantage of SRSG appearances in this forum to hold them accountable on these aspects of their missions.

Integration of gender perspectives in peace support operations is vital. We will again urge our Fifth Committee colleagues to authorize the resources needed to strengthen DPKO's capacity specifically to address gender issues.

Canada also wishes to underscore the need for continued effort in the post-conflict, reconstruction phase. The Security Council, the United Nations and member states have every interest in ensuring that the rights of women and girls are not set aside in reconstruction situations, such as Afghanistan.

The signing of a formal peace agreement does not necessarily eradicate violence in communities and families; increased risks of domestic violence must be addressed in the building of sustainable peace for all - women, men, girls and boys. We are encouraged to see the recognition of the link between women's security and domestic violence in conflict and post-conflict situations.

Finally, my government welcomes the emphasis the Secretary General placed on the importance of the continued expansion of the international legal framework to address particular crimes experienced by women in armed conflict. We commend the Prosecutor of the Sierra Leone Special Court for appointing two gender advisors given the extremely serious gender-based crimes that occurred during the decade long civil war in that country, his doing so is important progress.

We look forward to the release of the UNIFEM report and to further collaboration with other members states, including the Friends of Women, Peace and Security and our Human Security Network partners, on the follow up work to be done.

Canada strongly and actively supports full implementation of 1325.

We thank you again Mr President for providing a forum for this important debate.

Monsieur le Président,

Je vous remercie d'avoir convoqué cet important débat public.

Deux années se sont écoulées depuis l'adoption de la résolution 1325. Cette résolution a marqué un véritable tournant en reconnaissant que la guerre influe différemment sur les femmes et les filles et que les femmes apportent une contribution essentielle et toute particulière à la consolidation de la paix et à la reconstruction. Nous considérons que même si le système des Nations Unies a accompli des progrès, nous sommes plus proches du commencement que de la fin.

La publication de l'étude tant attendue du Secrétaire général sur les femmes, la paix et la sécurité nous rappelle combien il importe d'appliquer intégralement cette résolution. Le Canada appuie l'appel lancé par le Secrétaire général en faveur d'une plus grande intégration des considérations sexospécifiques à l'ensemble de l'activité du Conseil de sécurité et du système des Nations Unies. Le Conseil doit faire plus que parler d'intégrer une perspective sexospécifique dans son action quotidienne. Il se doit de veiller à ce que les dimensions sexospécifiques soient sérieusement prises en considération dans ses analyses et transparaissent dans ses décisions. Cette démarche doit devenir aussi routinière que la probité financière.

Le Canada accueille favorablement le rapport du Secrétaire général et partage ses préoccupations, étant donné que les femmes et les filles continuent d'être ciblées sévèrement dans les conflits armés et d'en être victimes. C'est avec satisfaction que nous notons le large éventail de mesures recommandées dans l'étude et le rapport. Les recommandations auront, nous l'espérons, un effet catalyseur pour les actions des États Membres et les inciteront à aller au delà des mots.

Comme nous l'avons déclaré à la séance publique du 25 juillet 2002, le Canada continue activement à mettre en oeuvre les engagements que nous avons pris au moment de l'adoption de la résolution 1325 et invite tous les États Membres à en faire de même.

Nous appelons l'attention sur l'aide mémoire adopté par le Conseil en mars 2002 et soulignons que les femmes, la paix et la sécurité est une question qui doit être examinée dans le cadre du programme de protection des civils.

Nous demandons également qu'il soit explicitement fait référence aux considérations sexospécifiques dans le mandat de tous les représentants spéciaux du Secrétaire général. Nous encourageons le Conseil à profiter de la présence de ces derniers dans cette instance pour leur demander des comptes sur ces aspects de leur mission.

Il est primordial d'intégrer une perspectives sexospécifique dans les opérations de maintien de la paix. Nous prions de nouveau nos collègues de la Cinquième Commission à autoriser les ressources requises pour renforcer la capacité du Département des opérations de maintien de la paix quant aux questions sexospécifiques.

Le Canada tient également à souligner la nécessité de continuer à redoubler d'effort dans la phase de reconstruction au lendemain des conflits. Le Conseil de sécurité, l'Organisation des Nations Unies et les États Membres ont tout intérêt à veiller à ce que les droits des femmes et des filles ne soient pas ignorés dans les situations de reconstruction, comme celle de l'Afghanistan.

La signature d'un accord de paix officiel n'enraie pas nécessairement la violence dans les collectivités et les familles; il convient de tenir compte des risques accrus de violence dans la famille dans l'édification d'une paix durable pour tous – femmes et hommes, filles et garçons. Nous nous félicitons qu'un lien ait été établi entre la sécurité des femmes et la violence dans la famille dans les situations de conflit et d'après conflit.

Enfin, mon gouvernement accueille avec satisfaction l'accent que met le Secrétaire général sur la nécessité de continuer d'élargir le cadre juridique international pour apporter une solution à des crimes dont les femmes sont particulièrement victimes dans les situations de conflit armé. Nous félicitons le Procureur de la Cour spéciale de la Sierra Leone d'avoir nommé deux conseillers pour les questions sexospécifiques; compte tenu de l'extrême gravité des crimes sexistes qui ont été commis au cours des 10 années de guerre civile qu'a connue ce pays, cette décision constitue un progrès important.

Nous attendons avec intérêt la publication de l'évaluation globale de UNIFEM et comptons sur une collaboration accrue avec les autres États Membres, incluant les "Amis des femmes, de la paix et de la sécurité" et nos partenaires du Réseau de la sécurité humaine, pour mener les activités de suivi qui s'imposent.

Le Canada appuie fermement et activement l'application intégrale de la résolution 1325 du Conseil de sécurité.

Nous vous remercions, une fois de plus, Monsieur le Président, d'avoir offert un forum pour cet important débat.